



ARRETE MUNICIPAL PM-146-2024

Portant autorisation de consommation d'eau sur poteau incendie

Le Maire de la Roquebrussanne,

VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et L.2122-18.
VU le Code de la route, notamment ses articles L.325-1 à L.325-3, L.411-1 et R.411-5, R.411-8 et R.417-10,
VU l'arrêté municipal n°2020/080 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3^{ème} adjoint, monsieur Jean-Pierre GOUJON,

Considérant la demande formulée par monsieur Maxime BRUYERE pour le compte de la société « EUROVIA » visant à obtenir une autorisation de consommation d'eau issue d'un poteau incendie dans le cadre de travaux de réfection de la RD5 à La Roquebrussanne,

Considérant l'arrêté PM-132-2024 du 06 mai 2024 donnant autorisation d'occupation du domaine public à la société « EUROVIA »,

Considérant que les travaux entrepris, commandités par le Conseil Départemental, ont une portée d'intérêt général,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous les usagers de la voie publique,

Considérant qu'il appartient au Maire de réguler l'utilisation de la voie publique afin d'éviter les conflits d'usages.

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société « EUROVIA » est autorisée à se connecter et consommer de l'eau du poteau incendie implanté aux coordonnées 43.3363226919563, 5.977349343003636 aux abords du cimetière communal à la Roquebrussanne du mercredi 22 mai 2024 à 07h00 au mercredi 05 juin 2024 à 18h00.

Le permissionnaire assurera par tous moyens la sécurité de l'ensemble des usagers.
Le stationnement ne devra en aucun cas altérer la circulation des autres usagers.

ARTICLE 2 :

Tout stationnement constaté comme étant gênant donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal d'infraction ainsi qu'à la mise en fourrière du véhicule par la Police Municipale, ou la Gendarmerie Nationale, conformément aux conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 et L417-10 du code de la route.

ARTICLE 3 :

La société « EUROVIA » veillera à préserver les droits des tiers, sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de son activité. Elle veillera par tous moyens à la sécurité des usagers.

Elle veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation.

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en états aux frais exclusifs du permissionnaire.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

Le présent arrêté n'octroie pas dérogation à l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été déposé.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Maire de La Roquebrussanne, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le mardi 21 mai 2024

Le Maire
Michel GROS
Et par délégation du Maire
Monsieur Jean-Pierre GOUJON, 3^{ème} adjoint

